Le modèle français trois fois écarté : un aperçu de la modernisation du Japon face à la modernité occidentale

Nobutaka Miura
Université Chuo

Résumé : L'étude d'une langue est souvent motivée par la perception positive que l'on a du pays où est parlée cette langue. Pour écrire l'histoire de l'étude du français au Japon, il faudrait donc retracer l'évolution de l'image de la France chez les Japonais. Tout en étant une grande civilisation, la France n'a été qu'une référence parmi d'autres servant de modèle pour la modernisation de l'Empire du Soleil Levant. Quelle a été la place qui revient à la culture française ? Quel a été son avantage comparatif aux yeux des Japonais ?

Mots-clés : modernisation/modernité, assimilation / appropriation, traduction, individu / collectif.

Quel a été l'impact de l'Occident sur le réveil du Japon ? Comment le Japon s'est-il projeté dans la modernité ? Quelle est la place qui revient à la culture française dans la modernisation du Japon ? Voilà une série de questions auxquelles le présent article essaiera de répondre. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, il faudrait avoir un consensus minimal sur la notion de « modernité ». Je relèverai, pour aller vite, quatre tendances majeures qui caractérisent la modernité occidentale : 1) l'avènement de l'individu et la sécularisation sur le plan culturel ; 2) le passage de la communauté prémoderne de *Gemein schaft* à la société d'organisation rationnelle de *Geselschaft* sur le plan social ; 3) la démocratie dans le cadre de l'État de droit et le nationalisme comme « religion civile » sur le plan politique ; 4) l'économie de marché capitaliste et l'industrialisation sur le plan économique. Il faudrait ajouter à la liste la mondialisation de l'Europe par la conquête du monde par l'Occident.

1 Modernisation exogène ou modernisation endogène ?

Si ces présupposés sont acceptés, un constat s'impose : le Japon a réussi tout au moins en apparence son pari de la modernisation, par la voie de l'occidentalisation. Il

a vu s'instaurer sur son sol une économie capitaliste et une démocratie parlementaire, quoiqu'il y ait à analyser quelles sont les caractéristiques de ce capitalisme et de cette démocratie. Sur le plan politique, le Japon de Meiji (1868-1912) a mis en place une monarchie constitutionnelle dotée du système parlementaire bicaméral dès 1890. Mais le régime de Meiji autoritaire et autocratique s'est assez vite altéré en une contre-démocratie avant de se solder par le cuisant échec que chacun connaît. Du point de vue de la sécularisation et de la séparation du religieux et du politique, la révolution de Meiji a été effectuée par la restauration du pouvoir impérial. L'autorité de l'empereur se voit consolidée par le « shinto d'État » inventé comme « religion civile » d'État, dont l'empereur, le descendant des Dieux fondateurs du pays, serait le prêtre suprême. Toute l'ambiguïté de la modernité japonaise provient de cette contradiction fondatrice de la révolution par la restauration[1].

Sur le plan économique, signalons que, dans le prolongement de l'analyse de Max Weber sur *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Morishima Michio, professeur émérite de London School of Economics, a formulé, dans son *Confucianisme et capitalisme*, la thèse selon laquelle c'est le confucianisme transplanté sur le sol shintoïste qui a constitué un *ethos* particulièrement favorable au développement économique et social du Japon (Morishima, 1982, 1987). *Technologie occidentale et éthique japonaise*, le sous-titre du livre nous rappelle immédiatement le slogan de la modernisation de l'ère Meiji qui voulut concilier « Âme japonaise et Technique occidentale » (*wakon-yôsaï*)[2].

C'est donc sur le plan socio-culturel que les opinions sont les plus partagées. L'individu est-il bien advenu au Japon par sa modernisation ? Le rapport entre l'individuel et le collectif a-t-il changé de manière à réorganiser le rapport entre le public et le privé ? La modernisation du Japon est-elle réalisée dans la continuité ou en rupture avec sa tradition culturelle ? S'agit-il d'une modernisation endogène ou d'une modernisation exogène ? Si le Japon a su se moderniser grâce à la technologie occidentale tout en sauvegardant son âme, l'envers du succès est le déficit de l'individualisme et de la démocratie. Telle a été la critique de la modernité incomplète et boiteuse du Japon, anticipée par Natsumé Sôseki (1867-1916)[3] dès la fin de l'ère Meiji, et formulée surtout après la Seconde Guerre mondiale par la gauche marxiste aussi bien que par la gauche libérale dite « moderniste » (*kindaishugi*)[4]. Ces deux courants de la pensée progressiste sont restés influents dans l'académisme comme dans les média jusqu'à la fin des années 1960.

Or, un nouveau courant apparaît pour prendre la relève des deux précédents. Il s'agit du discours culturaliste se penchant sur l'analyse valorisante de la spécificité japonaise, fort de la croissance économique rapide des années 1950 et 1960[5]. Le succès du

[1] Si la constitution de Meiji promulguée en 1889, l'an 22 de Meiji, définit la structure institutionnelle de l'État impérial du Japon, c'est le « Rescrit sur l'éducation », parole sacrée de l'empereur, octroyé en 1890, qui dicte les valeurs fondamentales de la religion civile d'état.

[2] L'occidentalisation du Japon sur le plan technique a commencé par l'adoption au début de Meiji du calendrier grégorien et du système métrique, qui ont mis un siècle pour remplacer complètement le traditionnel calendrier lunaire et l'ancien système de mesures.

[3] Natsumé Sôseki est l'écrivain le plus important de Meiji et a produit beaucoup après son séjour d'études à Londres entre 1900 et 1903. Pour sa critique de la modernité japonaise, voir ses deux conférences (NATSUME, 1911, 1914). Son portrait figure sur le billet de 1 000 yens.

[4] La gauche libérale moderniste est représentée par le penseur politique Maruyama Masao (1914-1996).

[5] Rappelons que *Le Japon, le Troisième Grand* de Robert Guillain date de 1969.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

livre de Nakané Chié, sur *Les relations interpersonnelles dans la société verticale* de 1967[6], marque un tournant. Le discours culturaliste de comparatisme complaisant dit « *Nihonjinron* » se multiplie dans les années 1970 et gagne les esprits puisqu'il est de nature à débarrasser les Japonais de leur complexe d'infériorité vis-à-vis de l'Occident. En effet, le temps est révolu d'analyser la société japonaise en termes de « retard » ou de « déficit » par rapport au modèle prétendument universel de l'Occident. Pour les culturalistes, la société japonaise est tout simplement différente et représente une autre voie de la modernisation.

Ce courant trouve sa synthèse académique la plus sophistiquée dans *La société fondée sur l'« ié » comme civilisation* que trois professeurs en sciences sociales de l'Université de Tokyo[7] ont publié en 1979, l'année où l'Américain Ezra Vogel a sorti *Japan as Number One*. En réduisant la modernisation à l'industrialisation, les auteurs déclarent que l'industrialisation a été bel et bien possible sans l'individualisme, et que l'Occident n'est pas le seul modèle de la modernisation. La notion d'« *ié* » (famille-maison), érigée en un principe civilisationnel, est proche de *Gemein schaft*, communauté prémoderne. Mais l'originalité de la modernité japonaise serait que, selon ces auteurs, le vieux principe de « famille-maison » a connu une extension telle que tous les corps intermédiaires entre l'individu et l'État comme la maison de commerce et l'entreprise industrielle, l'école, le syndicat, l'armée et le parti politique sont organisés et fonctionnent comme un système communautaire quasi-familial. Rappelons que l'État impérial de l'avant-guerre était assimilé à une grande famille-maison organique, fortement hiérarchisée certes, mais solidaire. L'empereur étant le chef de l'État-famille, les sujets sont assimilés à ses enfants. On pourrait parler d'un communautarisme généralisé, structurant à tous les échelons un État national culturellement homogène. Dans le cas du Japon, le « communautarisme » intègre la société au lieu de la diviser, mais au prix de l'exclusion des éléments non-conformistes et dissidents. Toute médaille a son revers.

Au lieu de répondre à la hâte à la question : *La modernisation du Japon s'est-elle faite dans la continuité ou en rupture avec sa tradition culturelle ?* essayons de situer le cas japonais dans le tableau général de la modernisation afin de dégager sa spécificité.

2 Assimilation subie ou appropriation volontaire ?

Si la modernité est le produit de l'Occident par excellence, la modernisation du monde non-occidental devait s'effectuer, qu'on le veuille ou non, par référence à l'Occident. L'accès à la modernité des régions du monde non-occidentales devait passer par une des deux voies : soit par l'assimilation forcée *par* l'Occident, soit par l'assimilation volontaire *à* l'Occident. La première voie est l'accès à la modernité par la colonisation, par l'assimilation imposée et subie. C'est le cas des régions du monde colonisées. La construction de l'État national après l'indépendance devait se mener avec beaucoup de difficultés, mais dans le moule institutionnel et linguistique légué par le pays colonisateur.

[6] La thèse de Nakané est connue par *La société japonaise*, Armand Colin, 1974.

[7] Murakami Taïsuké, Kumon Shunpeï et Satô Seïzaburô. Les deux derniers étaient très proches du gouvernement conservateur du Parti libéral démocrate.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

La seconde voie est l'accès à la modernité par l'apprentissage, par l'appropriation volontaire de la modernité occidentale. C'est le cas des pays dont le niveau de développement leur a permis de résister à la tentative de domination de la part de l'Occident. Le Japon, situé à l'Extrême de l'Orient, est un des rares exemples réussis de la modernisation par la seconde voie, par le mimétisme délibéré de la civilisation occidentale. S'il faut trouver d'autres exemples du même cas de figure, on pourrait mettre dans le même panier le Japon et la Turquie. L'actualité oblige, le cas de la Turquie est extrêmement intéressant. L'Empire ottoman d'hier avec ses vastes territoires en Europe est aujourd'hui une république dont le territoire est beaucoup réduit, mais de deux fois le Japon, situé en majeure partie en Asie mineure. Mais il faut savoir que la Turquie, tout en restant un pays musulman, est une république qui s'est déclarée laïque comme la France dès 1923. Le droit de vote a été accordé aux femmes beaucoup plus tôt qu'en France. À partir de la réforme drastique de Mustafa Kemal qui abolit le Sultanat, ce plus proche voisin oriental de l'Europe chrétienne s'est donné beaucoup de peine pour se moderniser au point d'être reçu aujourd'hui dans l'antichambre de l'Union européenne. Et ceux qui ne veulent pas de la Turquie en Europe disent : « Restons amis, restons bons voisins. Vous êtes certes un peuple civilisé, mais vous n'êtes pas encore assez Européens. » Et si le Japon était à la place de la Turquie, que diraient les Européens[8] ?

Cela dit, il me paraît nécessaire, pour affiner la mappemonde de la modernité, de mettre entre le « centre » et la « périphérie », une troisième zone, celle de la « semi-périphérie » ou du « sous-centre », et de regrouper dans cette catégorie intermédiaire un petit nombre de puissances régionales non-occidentales qui ont su subsister en se modernisant. Dans cette carte du monde en trois zones, on relèvera facilement la vision évolutionniste du développement selon laquelle la société doit évoluer de l'état primitif et barbare vers la civilisation en passant par le stade semi-développé. Mais c'est la vision du monde largement diffusée dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle. Les écrits de Herbert Spencer, philosophe anglais, étant traduits en japonais, son évolutionnisme social était connu au Japon dès les années 1876.

L'évolutionnisme dit que seuls survivront les organismes les mieux adaptés au changement de l'environnement. Appliquez cette loi à la course à la civilisation en Asie, on comprendra mieux l'ambition du Japon qui se disait : « Sortons d'Asie et entrons en Occident » (*Dats ua-nyû ô*). Cette expression attribuée à Fukuzawa Yukichi, un philosophe des Lumières des plus importants du Japon moderne, est devenu un des mots d'ordre de Meiji, en complément de « Âme japonaise, technique occidentale », « Civilisons, modernisons » (*Bun mei-kaïka*), de « Nation riche, Armée forte » (*Fukoku-kyôhei*) et de « Industrialisons le pays » (*Shokusan-kôgyô*).

Qui ne connaît Fukuzawa Yukichi (1834-1901), qui fut à la fois philosophe, journaliste et éducateur, et dont le portrait circule sur le billet de 10 000 yens ? Sa vie est partagée à parts égales entre la fin de l'époque d'Edo et l'ère Meiji. Il est le seul Japonais à avoir voyagé trois fois en Occident avant la Restauration. Bien informé des « Choses de l'Occident » (*Seiyô-jijô*, titre de son premier livre de 1866), il a prôné les valeurs de la civilisation occidentale qu'il a contribué à introduire dans le pays. Fondateur d'une

[8] Au sujet du débat sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, voir entre autres Göle (2004).

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

école des études occidentales, son *Encouragement à l'étude* (*Gaku monno-susumé*, 1872) fut un best-seller de Meiji. Le livre commence par la phrase très célèbre : « Le ciel n'a créé l'homme ni au-dessus de l'homme ni au-dessous de l'homme. » L'égalité des conditions est un signe de la modernité, d'autant plus important que dans le Japon féodal la société était divisée en quatre ordres par naissance : samouraïs, paysans, artisans et commerçants. Avocat de l'égalité démocratique et de l'autonomie de l'individu, il a œuvré cependant pour la mise en place d'une monarchie constitutionnelle. Fukuzawa appellera, dans son fameux « Plaidoyer pour la sortie d'Asie » (*Datsua-ron*) de 1885, à ce que le Japon se démarque de la Chine et de la Corée, quitte à rompre avec elles, pour sortir seul du retard asiatique[9]. L'appel de Fukuzawa de 1885 pour « la sortie d'Asie » marque un tournant important dans la modernisation de l'Empire émergeant en Extrême-Orient. Le Japon sortira victorieux en 1895 de la guerre contre la Chine, qui lui cédera Taïwan. Cet exploit militaire alertera l'Occident sur les dangers du « péril jaune » qui monte. Désormais, le Japon fera la guerre tous les dix ans. Il sortira vainqueur de nouveau en 1905 de la guerre contre la Russie. Sa victoire réjouit les peuples des pays vivant sous la menace russe comme la Turquie et l'Inde. Car la victoire du Japon sur la Russie ouvrait la perspective inouïe du renversement des rapports entre l'Occident dominant et l'Orient dominé. Mais l'annexion de la Corée en 1910 montre clairement que le Japon ne pouvait se hisser au rang des puissances occidentales qu'en poussant son mimétisme de l'Occident jusqu'au bout, y compris le comportement colonial de ce dernier. En effet, c'est lorsque le Japon est devenu un empire colonial que l'Occident a commencé à reconnaître sa place sur l'échiquier international. Ce n'est pas avant 1911 que le Japon se fait reconnaître comme l'égal des puissances occidentales et qu'il parachève sa démarche laborieuse pour faire réviser les traités inégaux qu'il avait dû signer en 1858 avec les États-Unis, l'Angleterre, la France, la Russie et les Pays-Bas.

Mais au lendemain de la Première Guerre mondiale, le Japon, le seul pays vainqueur non-occidental, doit encore proposer à la Conférence de Paris en 1919 une clause d'égalité entre les races dans les principes de la Société des Nations. La proposition ne fut pas retenue. Par contre, le Japon, un des quatre membres permanents du Conseil, a su faire nommer Nitobé Inazô secrétaire général ajoint de la SDN pour sept ans[10].

[9] Rappelons que Fukuzawa est contemporain de Jules Ferry (1832-1893), père fondateur de l'École républicaine et laïque, fervent avocat de « la mission civilisatrice » au nom de laquelle la France s'est engagée dans l'expansion coloniale dans les années 1880. Fukuzawa n'était pas homme politique et Ferry n'était pas philosophe. Mais les deux hommes étaient convaincus des valeurs de la civilisation et accordaient une importance primordiale à l'éducation. L'État de Meiji met en place un système de l'enseignement primaire obligatoire dès 1872, l'an 5 de Meiji.

[10] Nitobé Inazô (1862-1933) est connu pour son livre écrit directement en anglais et publié aux États-Unis, *Bushido, The Soul of Japan* (1899).

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

3 Modernisation par la traduction

Concernant la deuxième voie de la modernisation des régions non-occidentales, il faut remarquer le rôle extrêmement important de la traduction. En effet, la traduction a été la courroie de transmission aussi bien que le moyen d'appropriation du savoir occidental. À la différence des pays colonisés, le Japon qui a sauvegardé coûte que coûte son indépendance, a sauvegardé aussi sa langue, quitte à la moderniser. L'appropriation du savoir étranger par la traduction ne serait pas possible si le pays importateur ne disposait pas d'une langue nationale dotée d'un système d'écriture. Après l'ouverture du pays, le Japon a assimilé le savoir occidental par la traduction massive des documents dans tous les domaines stratégiques pour la construction d'un État moderne.

Plus important encore est le fait que ce travail gigantesque de traduction n'est pas effectué à partir d'une seule langue mais à partir de plusieurs langues européennes, essentiellement de l'anglais, du français et de l'allemand. Ce sont ces trois langues qui sont les plus étudiées dans l'enseignement supérieur assez rapidement mis en place[11]. La longue tradition des études chinoises et la pratique plus récente de la traduction à partir du néerlandais avaient sans aucun doute préparé le terrain pour cet essor de la traduction à l'ère Meiji. Il conviendrait de rappeler à cet égard la situation des études scientifiques et littéraires au Japon avant son ouverture à l'Occident.

Au cours du XVIII[e] siècle, le Japon voit se développer en concurrence, à côté des études chinoises (*Kangaku*), les études hollandaises (*Rangaku*) et les études nationales (*Kokugaku*).

D'abord, les études chinoises les plus anciennes des trois. Appelées également études confucianistes en raison de leur tradition philosophique et morale, elles constituèrent à la fois la source de la culture de la classe dirigeante et l'idéologie dominante du Shôgunat. Elles faisaient partie du cursus des « écoles des fiefs » (*Hankô*) destinées à la formation des jeunes samouraïs. Les études chinoises ayant une place comparable à celle des études du grec et du latin pour les élites occidentales, la culture des classiques chinois est restée longtemps un signe de distinction pour les hommes cultivés. Et cela jusqu'à la fin de l'ère Meiji[12].

Ensuite, les études hollandaises. Si le gouvernement du Shôgun a promulgué une série de décrets dans les années 1630 pour fermer complètement le pays, seuls les Pays-Bas, parmi les nations européennes, furent autorisés à commercer avec le Japon au comptoir de Nagasaki. Ce choix est explicable par le fait que les Pays-Bas étaient la nation commerçante la plus prospère au début du XVII[e] siècle et qu'elle n'avait pas de plus affiché d'ambition de prosélytisme. Le comptoir hollandais de Nagasaki est ainsi devenu la seule fenêtre du Japon ouverte sur l'Occident. Voilà pourquoi *History of Japan* (version anglaise en 1727) d'Engelbert Kaempfer, médecin allemand engagé au comptoir hollandais en 1690, restait l'unique source d'informations sur le Japon pour Montesquieu, Voltaire et Kant. Dans le sens inverse, tout le savoir occidental

[11] La première université japonaise est l'Université de Tokyo, fondée en 1877, l'an 10 de Meiji, par le regroupement des structures déjà existantes de recherche et de formation.

[12] Par exemple, Sôseki a composé beaucoup de poèmes chinois (*kanshi*) malgré son immense culture en littérature anglaise.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

passait par le néerlandais. La traduction laborieuse achevée en 1774 de l'ouvrage allemand *Anatomische Tabellen* à partir de sa version néerlandaise, illustre bien le développement des études hollandaises à l'époque d'Edo.

Enfin, les études nationales japonaises. Ce courant trouve sa meilleure défense et illustration dans les travaux de Motoori Norinaga (1730-1801). Il se consacra à l'étude philologique des grands classiques comme le *Dit du Genji* (début du XI^{e} siècle) ou le *Kojiki* (712), pour revaloriser le « *yamato-gokoro* » (âme japonaise) au détriment du « *kara-gokoro* » (esprit chinois). Les études nationales représentent un mouvement de retour à la source originelle. Elles sont nées pour répondre au besoin d'identifier ce qui est proprement japonais en remontant jusqu'aux textes les plus anciens. Le fameux « *mono-no-awaré* » (sentiment du beau éphémère) est l'esthétique définie par Norinaga.

Il m'a fallu brosser ce panorama général pour rendre compte du contexte historique dans lequel émergent les études occidentales (*Yôgaku*) à la fin de l'époque d'Edo[13]. Rien d'étonnant à ce que ce soit souvent la dernière génération des études hollandaises qui se convertissent, après l'ouverture du pays, soit en l'étude de l'anglais (*Eigaku*) soit en l'étude du français (*Futsugaku*)[14]. Le Bureau d'enquêtes sur les livres étrangers (*Bansho-sirabédokoro*) créé par le Shôgunat a ouvert le service de l'anglais en 1860 et celui du français en 1861. Fukuzawa Yukichi qui s'était beaucoup investi dans les études hollandaises d'abord à Nagasaki, ensuite à Osaka, se met à étudier l'anglais dès qu'il constate, au port de Yokohama ouvert en 1859, que ce n'est plus le néerlandais mais l'anglais qui est la langue internationale du commerce. Il demande à participer à la première mission officielle du Shôgunat envoyée aux États-Unis en 1860, chargée d'apporter à Washington la lettre de ratification du traité nippo-américain signé deux ans auparavant. Fukuzawa sera de retour avec le *Webster*, le premier dictionnaire anglais importé au Japon, et transformera son école des études hollandaises en école des études anglaises qui deviendra plus tard l'Université Keio, une des plus prestigieuses universités privées au Japon. En 1861, Fukuzawa fera partie d'une autre mission du Shôgunat envoyée cette fois en Europe, où il rencontrera à Paris Léon de Rosny (1837-1914) qui sera le premier professeur de japonais à l'École des langues orientales dans les années 1860[15], mais sans jamais avoir eu l'occasion de visiter le Japon. Bien qu'anglophone, Fukuzawa étudie l'*Histoire de la civilisation en Europe* de Guizot en traduction, aussi bien que l'ouvrage de Thomas Buckle, historien britanique, pour écrire son propre *Traité de la civilisation* (*Bun meiron-no-gaïryak u*, 1875).

Quant à la langue française déjà enseignée à Nagasaki par des Hollandais, le premier dictionnaire français-japonais sera publié en 1864. La première école de français digne de ce nom ouvrira ses portes à Yokohama en 1865. Les années 1860 marquent ainsi un tournant important dans l'histoire des études occidentales au Japon.

[13] L'époque d'Edo (1603-1867) correspond aux deux siècles et demi de la fermeture du pays, mais on y distingue la période *Bakumatsu*, la fin du Shôgunat (1853-1867), où les derniers Shôguns des Tokugawa sont confrontés à l'arrivée des Occidentaux.

[14] C'est le cas de Murakami Eishun (1811-1890), l'auteur du premier dictionnaire français- japonais, qui a dû s'initier au français quand un livre néerlandais qu'il avait commandé lui fut livré par erreur dans sa version française. Il n'aura jamais voyagé en France.

[15] Le cours de japonais est créé en 1863 et la chaire de japonais en 1868.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

Ce multilinguisme avant la lettre mérite une mention spéciale, comparé avec le monolinguisme subi par les pays colonisés qui se voient imposer la langue du pays colonisateur. Le français pour l'Algérie, l'anglais pour l'Inde, pour ne citer que ces deux exemples. Il m'est arrivé de visiter une grande librairie à Rabat au Maroc. Je n'y ai trouvé que des livres français, le rayon des livres en arabe étant réduit à la portion congrue.

L'examen rapide de la pratique de la traduction nous conduit à constater trois phénomènes intéressants. *Primo*, c'est la pluralité des langues sources, donc le multilinguisme de réception des pays non-européens qui ont sauvegardé l'indépendance du Japon. *Secundo*, le caractère unilatéral et non réciproque de la traduction. Le transfert du savoir s'effectue du centre vers la périphérie comme l'eau coule du haut vers le bas. La traduction fut effectuée longtemps dans le sens des langues européennes vers les langues exotiques et non dans le sens inverse. La condescendance européocentrique n'a pas facilité le rééquilibrage des échanges en traduction. *Tertio*, le rôle de pivot de la langue semi-centrale dans la pratique de traduction en relais. Il arrive que la traduction des langues centrales en langues périphériques passe par une langue semi-centrale. Le savoir occidental a été souvent transféré en coréen et en chinois relayé par la langue japonaise. Pour ne citer que deux exemples, la première traduction du *Contrat social* de Rousseau en chinois fut effectuée à partir de la traduction japonaise, et le *Discours à la nation allemande* de Fichte est passé en coréen via la version japonaise pour susciter, paradoxalement, le réveil national des Coréens sous la domination japonaise. Ce phénomène de double traduction ou de traduction en relais témoigne bien de l'évolution géopolitique et géoculturelle du Japon en Extrême -Orient.

Dès les années 1900, donc après la victoire du Japon sur la Chine en 1895, les jeunes Chinois seront de plus en plus nombreux à venir étudier au Japon comme Lu Xun, futur romancier de *Diary of a Mad man*, Chiang Kai-shek ou Chou En-lai. Pour traduire les notions occidentales, les Japonais ont créé avec les idéogrammes chinois, un grand nombre de mots nouveaux, comme *tetsugaku* pour dire « philosophie », qui seront souvent repris par les Chinois. Les Japonais qui avaient importé de Chine le bouddhisme et l'écriture au cours du VI^{e} siècle, renvoient l'ascenseur, le seuil de la modernité une fois franchi, en apprenant aux Chinois par exemple la distinction entre la religion et la superstition avec deux expressions créées de *shûkyô* et de *meishin.*

4 Pluralité des modèles de la modernité

La problématique de la traduction m'amène d'emblée au centre de mon interrogation sur la pluralité des modèles dans la modernisation du Japon. Les élites japonaises de Meiji disposaient de plus d'une référence occidentale. Le Japon s'est modernisé en se référant à des modèles multiples. L'étude de l'histoire des échanges franco-japonais est trop souvent cantonnée dans une perspective strictement bilatérale. Malgré son ambition universaliste et malgré son rayonnement culturel à travers le monde, la France n'est qu'une civilisation parmi d'autres servant de modèle pour le Japon. Si la France a séduit tant d'élites japonaises, c'est par « l'avantage comparatif » qu'elle affichait dans certains domaines par rapport aux autres nations. Et pour définir cet avantage comparatif, il fallait faire des comparaisons.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

Voilà exactement le motif, rétrospectivement parlant, qui a conduit la célèbre Mission Iwakura à visiter douze pays d'Occident en dix-huit mois à partir de la fin de l'an 4 de l'ère Meiji, entre décembre 1871 et septembre 1873. La mission conduite par l'Ambassadeur Iwakura Tomomi[16], issu de la noblesse de cour, se compose de plusieurs dirigeants politiques de premier plan comme Ookubo Toshimichi et Itô Hirobumi, représentants des clans de Satsuma pour le premier et de Chôshû pour le deuxième[17]. Elle comporte 46 membres, 18 personnes de la suite et 43 boursiers[18]. C'est comme si quasiment la moitié du gouvernement s'absentait de Tokyo pendant presque deux ans au moment décisif de la constitution du nouveau régime. Ils visitent les États -Unis (en 205 jours), l'Angleterre (122), la France (67), la Belgique (8), les Pays-Bas (11), l'Allemagne (33), la Russie (18), le Danemark (5), la Suède (8), l'Italie (26), l'Autriche (16) et la Suisse (27). Ils étudient avec précision et de manière comparatiste les formes des États modernes avec leurs institutions administratives, politiques, judiciaires, pénitentiaires, militaires, éducatives, hospitalières et sanitaires sans oublier la visite de monuments historiques, de musées et de parcs.

Le rapport officiel du voyage d'étude sera publié en cinq volumes en 1878. Il constitue un document historique de grande valeur qui fait état de l'observation minutieuse et perspicace de la réalité des pays visités, de différente taille, de différents régimes, de différents niveaux de développement. La délégation manifeste un intérêt variable pour les pays visités, mais ne néglige jamais les plus petits. Ces Japonais de Meiji ont procédé à l'étude comparative des civilisations occidentales pour en faire une synthèse approximative mais intelligente.

Sans attendre le retour de la Mission, le gouvernement de Meiji invite de nombreux professeurs et ingénieurs américains et européens en vue d'importer les savoirs et savoir-faire de l'Occident. Entre 1868 et 1889, donc dans les vingt premières années de Meiji, ont été engagés 928 Anglais, 374 Américains, 259 Français, 175 Allemands, etc. Ces « étrangers engagés » le sont dans des conditions très alléchantes et confortables à tel point que leurs salaires pesèrent très lourd sur le budget de l'État. C'est ainsi que les premiers professeurs de l'Université de Tokyo furent souvent des savants et scientifiques occidentaux jusqu'à ce que la relève soit assurée par des Japonais qu'ils avaient formés ou qui avaient fait un séjour d'études en Occident.

Dans le sens inverse, le gouvernement envoie beaucoup de jeunes talents en Amérique et en Europe pour leur formation. Leurs études étant prises en charge par l'État, ils sont destinés à retourner au pays pour servir l'État. À cet égard, il est intéressant de constater une certaine tendance qui se dessine dans l'évolution des destinations des étudiants envoyés. Prenons quelques chiffres parlants : entre 1869 et 1870, donc tout au début de Meiji, 40 sont envoyés aux États-Unis, 32 en Angleterre, 25 en France. C'est bien équilibré, il faut le dire. Mais si l'on prend la période des sept premières années de

[16] Son portrait est sur l'ancien billet de 500 yens.

[17] Satsuma (actuel département de Kagoshima) et Chôshû (actuel département de Yamaguchi) sont deux fiefs du sud-ouest qui se sont alliés pour renverser le Shôgunat. Les postes clé du gouvernement de Meiji seront ainsi occupés par des personnes originaires de ces deux fiefs, donnant l'expression de *Sacchô-hanbatsu-seiji* (le règne des clans Satsuma-Chôshû).

[18] Parmi les 43 boursiers se trouvait Nakaé Chômin (1847-1901) qui, envoyé en France pendant deux ans, ouvrira à son retour en 1874 une école d'études françaises à Tokyo, publiera la traduction du *Contrat social* de Rousseau et deviendra un penseur politique important de la liberté et des droits du peuple.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

Meiji, on dénombre 223 envoyés aux États-Unis, 173 en Angleterre, 81 en Allemagne et 60 en France. On constate déjà que la France est devancée par l'Allemagne. Tandis qu'à partir du moment où le système des bourses d'études en Occident est mis en place en 1875 et jusqu'à la fin de l'ère Meiji (1912), l'Éducation nationale enverra au total 209 boursiers en Allemagne, 38 en Angleterre, 24 aux États-Unis et 16 en France. Il y a un renversement de tendance qui saute aux yeux en faveur de l'Allemagne et au détriment de la France. La préférence des Japonais évolue assez rapidement en matière de modèle pour la construction d'une Nation puissante et prospère.

5 Le modèle français trois fois éclipsé

En 1882, Itô Hirobumi (1841-1909), l'homme d'État le plus important de Meiji[19], part en Europe pour étudier en dix-sept mois la situation constitutionnelle des nations avancées. C'est en Allemagne et en Autriche qu'il s'attarde le plus longuement. On sait que la Constitution de Meiji qui sera promulguée en 1889 est d'inspiration prussienne et allemande[20]. Il est vrai que le droit français était bien introduit sur le sol japonais grâce à Gustave Boissonade (1825-1910), professeur de la Faculté de droit de Paris, engagé dès 1873 comme conseiller juridique du gouvernement de Meiji. Mais l'influence du droit français commença à décliner dans la polémique sur le Code civil que le juriste français avait élaboré. Bien que promulgué en 1890, le Code civil n'entrera jamais en vigueur tel quel[21]. Le juriste français, déçu, rentrera en France en 1895 après 22 ans de services rendus à l'État japonais.

La victoire retentissante de la Prusse sur la France dans la guerre de 1870, les scènes sanglantes de la Commune dont a été témoin le jeune Saionji Kinmochi (1849-1940)[22] à son arrivée à Paris, le régime autoritaire mais efficace du jeune Empire allemand sous la houlette de Bismarck, la conception ethnique et culturelle de la Nation enfin unifiée, sont autant de facteurs qui expliquent la préférence du modèle allemand par rapport au régime républicain à peine rétabli en France après la Commune. La France jouissait d'une grande estime des élites japonaises comme une des deux grandes puissances européennes à côté de l'Angleterre. Mais la politique française les impressionnait par sa grande instabilité avec trois révolutions, une restauration et deux empires. Le « droit du sang » qui est depuis toujours le critère de la nationalité au Japon, avait été établi par le Code Napoléon. Mais ce principe est repris par les Allemands et c'est via l'Allemagne qu'il est introduit au Japon. Le « droit du sol » à la française, établi dans le code de la nationalité de 1889, n'a jamais intéressé les Japonais[23].

[19] Son portrait figure sur l'ancien billet de 1 000 yens.

[20] Nakaé Chômin (voir la note 18) publie en 1882-1883 la traduction commentée du *Contrat social.* Mais l'inspiration rousseauiste fut marginale dans l'élaboration de la constitution.

[21] Des juristes influents de l'école allemande s'en prirent violemment au Code de Boissonade qui ne leur paraissait pas conforme à l'éthique traditionnelle de la famille japonaise. Le titre de l'article de Hozumi Yatsuka, professeur de droit de l'Université impériale de Tokyo, « *Min pô i déte-chûkô-horobu* » (« Le Code civil entré en vigueur, périront la fidélité pour le maître et la piété familiale ») en dit long sur la teneur de la polémique.

[22] Il a vécu dix ans à Paris à partir de 1870. Il sera deux fois Premier ministre à la fin de l'ère Meiji et représente le Japon à la conférence de Paris de 1918.

[23] L'étude anthropologique d'Emmanuel Todd sur la distribution des formes de famille traditionnelles selon les régions semble apporter un élément d'explication sur le pourquoi du rapprochement entre le Japon et l'Allemagne à l'âge moderne (TODD, 1987).

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

Quoi qu'il en soit, le discours prônant les valeurs de la Civilisation occidentale céda la place dès le milieu de l'ère Meiji à un autre type de discours affirmant la spécificité de la Culture nationale du Japon. La promulgation de la constitution de Meiji en 1889 fait basculer la balance, de l'ouverture internationale à l'affirmation de l'essence nationale. L'engouement forcené pour l'Occident passe, et apparaît à la place de l'attachement à une « japonité » à revaloriser face à l'Occident. Et ce schéma du débat opposant la Civilisation et la Culture, le discours universaliste et le discours particulariste, provient lui aussi du débat que les Allemands ont mené sur leur identité nationale tout au long du XIX^{e} siècle. Tout en subissant l'influence des Lumières, les Allemands devaient se ressourcer dans leur héritage culturel et linguistique pour retrouver leur propre *Volksgeist*[24]. Un grand écrivain comme Thomas Mann justifiait l'engagement de l'Allemagne dans la Guerre de 1914 au nom de la défense de la *Kultur* contre la *Zivilisation*, donc au nom de l'identité allemande à défendre face au monde occidental anglo- français. (MANN, 1918) De la même manière, l'opposition entre la Civilisation (*Bunmei*) et la Culture (*Bunka*) constituera la matrice du débat du Japon moderne, tiraillé entre le penchant occidentaliste (*ôkashugi*) et le besoin de ressourcement culturel national (*kokusuïshugi*).

Le discours nationaliste né dans les années 1890 trouvera son expression ultime dans le thème du « dépassement de la modernité ». Un important colloque a réuni autour de ce thème en 1942 une douzaine d'écrivains et de philosophes qui s'entretenaient sur l'impasse de la modernité occidentale pour déclarer la fin de la modernisation du Japon par l'occidentalisation.

Quant au modèle français de la République héritière de la Révolution, il fut écarté, nous l'avons vu, en faveur du modèle allemand de l'Empire au milieu de Meiji. Mais, à la veille de la Restauration de Meiji, la France n'avait-elle pas déjà perdu la bataille de l'influence sur le Japon au profit de l'Angleterre ? Inutile de rappeler qu'à partir de sa défaite dans la Seconde Guerre mondiale, ce sera l'influence américaine qui sera déterminante. L'influence de la culture française est ainsi réduite, au cours de la modernisation du Pays du Soleil Levant, aux domaines de l'art et de la littérature.

Bibliographie

FINKIELKRAUT, A. (1987), *La défaite de la pensée*, Paris : Gallimard.

GÖLE, N. (2004), « Un désir d'Europe qui dérange », *Critique internationale*, °23, Presses des sciences politiques, avril.

GUILLAIN, R. (1969), *Le Japon, le Troisième Grand,* Paris : Éditions du Seuil.

MANN, T. (2002 [1918]), *Considérations d'un apolitique*, Paris : Grasset et Fasquelle.

MORISHIMA, M. (1982), *Why has Japan succeeded ?*, Cambridge : Cambridge University Press.

MORISHIMA, M. (1987), *Confucianisme et capitalisme*, Paris : Flammarion.

NAKANE, C. (1974), *La société japonaise*, Paris : Armand Colin.

NATSUME, S. (1996 [1911]), « La civilisation du Japon moderne », traduit par Elisabeth Suetsugu, *in* Yves-Marie Allioux (dir.), *Cent ans de pensée au Japon*, tome I, Paris : Picquier.

[24] Voir sur l'enjeu de ce débat Finkielkraut (1987).

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

NATSUME, S. (2004 [1914]), *Mon individualisme. Suivi de quelques lettres aux amis*, traduit du japonais et préfacé par René de Ceccatty et Ryoji Nakamura, Paris : Payot & Rivages.

NITOBE, I. (1899), *BUSHIDO, The Soul of Japan*, Philadelphia : The Leeds and Bible Company.

TODD, E. (1990), *L'invention de l'Europe*, Paris : Éditions du Seuil.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334